

Ce qui nous réunit

Au milieu des années 2000, une dizaine d'ONG françaises actives dans le secteur de l'eau et de l'assainissement travaillaient collectivement pour proposer des avancées constructives lors des grands rendez-vous internationaux. Convaincues que le problème d'accès à l'eau et à l'assainissement est avant tout un problème de volonté politique, il leur a paru essentiel d'agir sur les politiques pour le secteur, en complémentarité de leurs actions de terrain. C'est ainsi, qu'en 2007, elles ont décidé de créer un espace collectif de dialogue, de travail et de mobilisation : la Coalition Eau.

LES PRINCIPAUX DÉFIS :

Les droits humains à l'eau et à l'assainissement (DHEA) sont loin d'être effectifs pour toutes et tous : 2,2 milliards de personnes dans le monde vivent sans accès à une eau saine et 4,2 milliards de personnes ne bénéficient pas d'installations sanitaires sûres. En France, plusieurs millions de personnes sont dépourvues d'un accès adéquat à ces services essentiels (populations précaires, bidonvilles, Outre-Mer...). L'épidémie de Covid-19 a rendu visible de manière extrêmement forte les inégalités d'accès à ces services essentiels. L'absence d'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) a des conséquences graves en matière de développement socio-économique et de santé publique, avec notamment la propagation des maladies hydriques. Enfin, des millions de personnes en situation de crise humanitaire ont besoin d'une assistance immédiate pour couvrir leurs besoins vitaux, au premier rang desquels l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Les ressources en eau sont menacées : la crise de l'eau s'aggrave. La pénurie d'eau affecte plus de 40% de la population mondiale et devrait augmenter, face à l'expansion démographique, l'urbanisation croissante et la dégradation des ressources en eau, en raison d'une gestion inefficace, de pollutions et de la crise climatique. Les effets sont délétères sur les écosystèmes aquatiques et les sociétés humaines, et font peser des risques accrus de conflits autour de la ressource. Par ailleurs, l'eau, en tant que ressource naturelle, est de plus en plus perçue par certains agents économiques comme une marchandise ayant une valeur économique et financière traduisible sur les marchés financiers, bien loin de la vision de l'eau bien commun.

Les progrès sont trop lents : les Nations Unies ont alerté sur le fait qu'au rythme actuel, l'Objectif de Développement Durable n°6 sur l'eau et l'assainissement serait loin d'être atteint en 2030, à l'échelle du globe et particulièrement en Afrique. C'est pourtant un prérequis qui conditionne l'atteinte de tous les ODD, comme la bonne santé, l'accès à l'éducation, l'égalité des sexes, la production alimentaire et énergétique, la paix, la préservation des écosystèmes ou encore la résilience climatique.

LES LEVIERS POLITIQUES ET LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES :

Bâtir une volonté politique pour assurer le respect des engagements pris : Les droits humains à l'eau et à l'assainissement sont reconnus par les Nations Unies depuis 2010. Les Etats ont réitéré leur engagement en faveur de l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement et de la bonne gestion des ressources en eau, dans le cadre de l'Agenda 2030, en adoptant l'ODD 6. Ils se sont également engagés dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Toutefois, ces sujets souffrent encore d'un manque de priorisation politique, de politiques publiques ambitieuses et effectivement mises en œuvre et de financements à la hauteur des enjeux.

Lever des obstacles qui résident principalement dans la gouvernance du secteur :

Insuffisante prise en compte des inégalités et des plus vulnérables, cadres institutionnels inadaptés voire obsolètes, investissements insuffisants et inadéquats, manque de redevabilité, de régulation et de participation des différentes parties prenantes... Les principaux freins aux progrès dans le secteur résident avant tout dans des problématiques de gouvernance : l'amélioration de l'action publique est cruciale pour apporter les réponses nécessaires.

Mettre en place une société civile forte et structurée : La participation citoyenne apparaît comme un levier d'action indispensable pour faire progresser le secteur de l'eau et de l'assainissement. Or les faibles capacités de la société civile du secteur et l'insuffisance de moyens l'empêchent de peser suffisamment sur les décisions politiques. L'existence de réseaux d'OSC fonctionnels et influents est cruciale pour susciter la volonté politique et demander des comptes aux décideurs. Le renforcement des organisations de la société civile est également gage d'une meilleure qualité des interventions.

EVOLUTION DE LA COALITION EAU

Depuis 2007, la Coalition Eau a évolué à de nombreux égards. Elle est devenue un **acteur incontournable du plaidoyer** pour l'accès à l'eau et à l'assainissement. Elle représente aujourd'hui **la voix unifiée d'une trentaine d'ONG françaises** du secteur et porte, avec force, leurs messages auprès des décideurs, dans les espaces nationaux et internationaux. Elle a notamment permis aux associations françaises de renforcer leur influence sur la politique de développement de la France pour l'eau et l'assainissement, ou encore sur l'application des droits humains à l'eau et à l'assainissement.

La Coalition Eau s'est aussi affirmée, pour ses ONG membres, **un outil commun de veille et d'analyse des enjeux du secteur**. Ses expertises sur les politiques de développement et les financements, sur les droits humains à l'eau et à l'assainissement, sur les liens avec l'agenda climat ou encore sur les enjeux de participation citoyenne ont permis de décoder les évolutions, tout en renforçant les messages collectifs et la force de proposition des associations.

Outre la structuration et le renforcement des ONG françaises du secteur, la Coalition Eau joue **un rôle clé dans plusieurs réseaux français et internationaux et favorise ainsi les plaidoyers communs**. Depuis 2008, elle tisse des alliances avec les collectifs de la société civile d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour le secteur Eau et Assainissement, afin de renforcer leur voix et leur influence. Cette mobilisation a permis de faire émerger une vraie dynamique sous-régionale, qui s'est dotée d'un nom en 2019, l'« Alliance d'Afrique francophone pour l'eau et l'assainissement » (AAFEA).

TÉLÉCHARGEMENTS

- ➔ [Plaque de présentation de la Coalition Eau \(PDF\)](#)
- ➔ [Texte fondateur de la Coalition Eau](#)
- ➔ [Socle de positionnements](#)
- ➔ [Stratégie 2021-2025 de la Coalition Eau](#)